


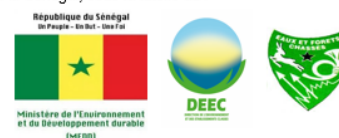
Mis en œuvre par :

giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Mandaté par :

 Ministère fédéral
de l'Environnement, de la Protection de la Nature
et de la Sécurité nucléaire
de la République fédérale d'Allemagne

Au Sénégal, sous la tutelle du :



Projet Dialogue politique et gestion des connaissances sur les stratégies à faibles émissions (DIAPOL-CE)



Atelier de lancement national des études portant :

- Elaboration de la stratégie de mise en œuvre et de financement de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) du secteur de la foresterie au Sénégal et
- Elaboration de la stratégie de lutte et de gestion des feux de brousse dans la région de Sédhiou

Rapport de synthèse

25 mai 2022
Hôtel Le Ndiambour, Dakar

**Consultant – Facilitateur
Michel SECK**

Sommaire

I. Introduction	3
I.1. Contexte, justifications et objectifs de l'atelier	3
I.2. Approche méthodologique et participation	4
II. Rappels sur le projet DIAPOL-CE et la CDN foresterie	6
III. Notes d'orientation méthodologique et recommandations clés	8
IV. Messages de clôture	122

I. Introduction

I.1. Contexte, justification et objectifs de l'atelier

Dans le cadre de sa coopération avec la République Fédérale d'Allemagne, le Sénégal a bénéficié du Projet Dialogue Politique et gestion des connaissances sur les stratégies à faibles émissions (DIAPOL-CE).

Ce projet est mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH avec l'appui financier du Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature, de la Sécurité nucléaire et de la Protection des consommateurs (BMUV) à travers son initiative internationale sur le climat (IKI). Le projet DIAPOL-CE vise à : (i) accompagner les décideurs politiques et les institutions concernées à élaborer et mettre en œuvre des stratégies intégrées de réduction des émissions de GES et d'adaptation au changement climatique, (ii) apporter son concours à la planification et à la mise en œuvre d'actions ambitieuses d'atténuation et d'adaptation menées par des pays partenaires, ainsi qu'à l'intégration dans leurs objectifs respectifs en matière de CDN et (iii) faciliter la transition vers une économie résiliente aux changements climatiques et à faibles émissions de GES.

Au Sénégal, de multiples études ont démontré que les changements climatiques menacent directement le mode de vie des populations et les secteurs économiques. Le développement économique du pays envisagé dans le Plan Sénégal Emergent (PSE) offre le potentiel d'une transition vers une économie résiliente à faible émission de carbone.

Sous la conduite du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), le Sénégal s'est lancé en 2016 dans un processus de mise à jour de sa Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN) en Contribution Déterminée au niveau National (CDN) sur les volets adaptation et atténuation. Ce processus a abouti à la validation de la CDN et sa soumission en décembre 2020. Des secteurs stratégiques ont été identifiés dans la CDN comme étant des secteurs essentiels dans l'économie du pays et pour la protection du climat.

Le secteur de la foresterie, eu égard, à sa capacité d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, constitue l'un des axes majeurs de la CDN du Sénégal. Des mesures ambitieuses et planifiées sont alors nécessaires dans ce secteur pour mettre en œuvre la CDN.

C'est dans ce but que le projet DIAPOL-CE, en collaboration avec la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC) et de la Direction des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des sols (DEFCCS), appuie l'administration forestière dans la mise en œuvre de la CDN-Foresterie.

C'est dans ce contexte que l'atelier de lancement des études en lien avec la mise en œuvre de la CDN du secteur de la foresterie a été organisé le 25 mai 2022 à l'Hôtel Le Ndiambour de Dakar.

La rencontre visait les objectifs suivants :

- Vulgariser et faciliter l'appropriation de la CDN du secteur de la foresterie auprès des acteurs clés dudit secteur ;

- Discuter et valider les objectifs, les activités et l'approche méthodologique des études à mener ;
- Engager un dialogue multi-acteur pour une mise en œuvre coordonnée des études à mener.

I.2. Approche méthodologique et participation

Pour l'atteinte des objectifs visés, les discussions se sont déroulées en plénière dans la perspective de favoriser l'expression ouverte et la contribution de chaque catégorie d'acteurs représentée. Une large convergence de vue entre les parties prenantes était recherchée sur les finalités des études portant sur la CDN foresterie ainsi que sur les modalités pratiques de leur réalisation, en particulier la prise en compte de leur caractère inclusif et participatif pour valoriser les nombreux acquis existants.

Les présentations et discussions ont été déclinées autour des principaux points suivants :

- Cadre général de mise en œuvre du Projet DIAPOL-CE
- CDN du secteur de la foresterie
- Note conceptuelle sur l'étude portant réalisation d'un diagnostic et d'une cartographie des initiatives
- Note conceptuelle sur l'étude portant élaboration de la stratégie de mise en œuvre et de financement de la CDN dans le secteur de la Foresterie
- Note conceptuelle sur l'étude portant élaboration de la stratégie de lutte et de gestion des feux de brousse dans la région de Sédhiou.

L'atelier s'est déroulé en présentiel et a enregistré une forte mobilisation des parties prenantes avec environ une quarantaine de participants. Il s'agit notamment des structures clés du MEDD directement concernées (DEFCCS/DEEC et services techniques déconcentrés) ; le COMNACC (Comité National sur les Changements Climatiques) ; les autres secteurs clés notamment l'agriculture et l'élevage ; les structures de recherche ; la société civile ; le secteur privé et les partenaires techniques et financiers, notamment la Banque Agricole (LBA). Le projet DIAPOL-CE a été représenté par le chef du projet basé au siège la GIZ en Allemagne, la représentante du BMUV, la responsable du projet et le conseiller technique junior basés à Dakar.

Les discours d'ouverture prononcés respectivement par le chef du projet DIAPOL-CE, la représentante du BMUV, le représentant du COMNACC, la représentante de la DEEC et le représentant de la DEFCCS ont d'emblée mis en exergue l'importance de la foresterie qui constitue selon eux un précieux outil de croissance économique et sociale mais aussi un levier important pour l'atténuation des émissions de GES et l'adaptation aux effets climatiques.

Ces discours ont aussi permis de rappeler la conjonction de plusieurs facteurs liés à la dégradation naturelle et anthropique qui engendre un phénomène de surexploitation des forêts, marqué par des prélèvements incontrôlés sur les ressources ligneuses, à l'origine de plusieurs contraintes notamment la récurrence des feux de brousse, la dégradation des forêts, la perte de biodiversité, la rareté des ressources ligneuses et forestières, la dégradation des terres, entre autres.

Dans ce contexte, les représentants des différentes parties prenantes ont dans leurs discours respectifs magnifié et encouragé la collaboration et l'esprit de partenariat entre les différents acteurs concernés pour la réalisation avec succès des études visées avec des experts reconnus du secteur de la foresterie sénégalaise, études dont les résultats devraient contribuer à une meilleure prise en charge des priorités en matière d'atténuation et d'adaptation dans le secteur de la foresterie au Sénégal.

II. Rappels sur le projet DIAPOL-CE et la CDN foresterie

L'atelier a servi de plateforme pour rappeler le cadre général d'intervention du projet DIAPOL-CE ainsi que la CDN foresterie. Ces deux présentations introductives aux travaux d'échanges entre les parties prenantes ont permis de mettre à niveau les participants en leur fournissant des repères essentiels sur les finalités de l'appui du projet de la GIZ et les orientations de la CDN foresterie qui a déjà fait l'objet d'amples concertations et discussions lors du processus d'élaboration et de validation.

Globalement les informations clés suivantes ont été partagées aux participants :

Documents présentés	Contenu clé de la présentation
DIAPOL-CE	<p>Faits et chiffres</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pays cibles en Afrique subsaharienne : Sénégal, Nigeria, Rwanda, Ouganda ; Afrique du Nord et Asie occidentale : Algérie, Maroc, Tunisie, Iran, Jordanie, Ligue des Etats Arabes (LAS), Pays du Golfe • Durée : Mars 2014 - Décembre 2022 • Ministère de tutelle au Sénégal : MEDD et MDIPMI
	<p>Objectifs/attentes : Contribuer à l'élaboration et à la diffusion de stratégies pour développer des économies durables et à faible intensité de carbone au niveau régional et suprarégional</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des stratégies à faible taux d'émission sont élaborées et leur impact économique évalué. • Les stratégies d'adaptation des pays partenaires sélectionnés sont améliorées et étayées par des mesures.
	<p>Bénéficiaires principaux : Les décideurs politiques et les institutions nationales concernées, Les parties prenantes scientifiques, Décideurs du secteur financier</p> <p>Bénéficiaires indirects : Groupes de femmes et de jeunes, communautés locales</p>
	<p>Activités clés au Sénégal :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appui à la mise en œuvre de la CDN du secteur de la Foresterie • Appui à la mise en œuvre de la CDN du secteur de l'Industrie • Programme de Coopération Technique avec la BID Djeddah (Reverse Linkage) • Programme de Formation « Green Banking Africa »
CDN Foresterie	<p>Processus d'élaboration et coût :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Processus enclenché en 2015 par l'adoption de la Contribution prévue déterminée (CPDN) • CDN soumise au Secrétariat UNFCCC en décembre 2020

Documents présentés	Contenu clé de la présentation
	<ul style="list-style-type: none"> • CDN : pour une durée de 5 ans • Mise en œuvre estimée à 13 milliards de dollars US dont : • 8,7 milliards à l'atténuation (3,4 milliards dollars en inconditionnel, et 5,3 milliards US en conditionnel ; • 4,3 milliards US pour l'adaptation, dont 1,4 milliards US d'inconditionnel et 2,9 milliards US de conditionnel
	<p>5 Options :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Exploitation durable des ressources forestières 2. Gestion des feux de brousse 3. Déforestation et dégradation 4. Renforcement des stocks : mangroves 5. Renforcement des stocks : plantations
	<p>Attentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Objectifs inconditionnels / absorptions : -46,6 et -46,77 GgCO₂eq • Objectifs conditionnels / absorptions : - 153,41 et -154,79 GgCO₂eq

Les réactions ont porté pour l'essentiel sur la présentation de la CDN foresterie, elles ont mis en exergue les défis et préoccupations clés suivantes :

- Intégrer et valoriser les nombreuses activités actuellement menées sur le terrain dans le système de suivi de la CDN foresterie ;
- Définir une stratégie claire de mise en œuvre de la CDN et veiller à clarifier les liens avec les autres secteurs ;
- Veiller à l'articulation entre la CDN foresterie avec les autres documents de planification du secteur, notamment le Plan d'Investissement Forestier ;
- Faciliter l'accès aux données sur le financement du secteur de la foresterie ;
- Encourager les initiatives locales de réduction des GES en inventoriant et valorisant les bonnes pratiques ;
- Mettre en place une base de données consolidée et outiller les points focaux au niveau régional ;
- Vulgariser la CDN ;
- Actualiser les données contenues dans la CDN ;
- Articuler et mettre en cohérence les différentes interventions des PTF, la Banque mondiale appui déjà le système de suivi ;
- Renforcer les capacités pour une maîtrise des critères et mécanismes de financements disponibles et renforcer le partenariat avec les entités accréditées pour l'élaboration de projets pilotes.

III. Notes d'orientation méthodologique et recommandations clés

L'atelier a permis de partager les notes d'orientation méthodologique de trois études liées à la CDN foresterie, il s'agit de :

- ✓ Analyse et cartographie des structures et des initiatives à fort impact sur la CDN-foresterie du cabinet RESNAT-VALEUR ;
- ✓ Stratégie de mise en œuvre et de financement de la CDN-foresterie du cabinet RESNAT-VALEUR ;
- ✓ Elaboration de la stratégie de lutte et de gestion des feux de brousse dans la région de Sédhiou du Dr Saboury NDIAYE.

Le tableau ci-après indique le contenu clé de chaque note d'orientation méthodologique ainsi que les recommandations formulées par les participants.

	CONTENU CLÉ	RECOMMANDATIONS FORMULÉES
Analyse et cartographie des structures et des initiatives à fort impact sur la CDN-foresterie	<p>1. Objectif : Réaliser la cartographie des structures et des initiatives à fort impact sur la mise en œuvre de la CDN du secteur de la foresterie sur toute l'étendue du territoire national</p> <p>2. Mandats : i) identifier l'ensemble des parties prenantes clés ; ii) faire l'inventaire des initiatives en matière de foresterie ; iii) identifier les projets et programmes forestiers en cours de développement/mise en œuvre ; iv) proposer les synergies d'actions à développer et les cadres de collaboration potentielle entre parties prenantes</p> <p>3. Méthodologie : revue documentaire, identification des acteurs, entretiens, analyse, état des lieux, propositions de stratégie.</p> <p>4. Outils : Enquêtes, focus group, ateliers méta-plan, collecte des données en ligne, analyse des acteurs, analyse des données des FG, Analyse SWOT, analyse selon le genre, profil d'accès et de contrôle, analyse des facteurs d'influence,</p> <p>5. Chronogramme/durée étude : 20 semaines</p> <p>6. Membres du Comité restreint de suivi : DEFCCS, DEEC, COMNACC, DIAPOL-CE,</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Cibler les projets forestiers à fort impact • Réaliser une analyse multicritère • Utiliser le logiciel GIEC qui permet d'adresser plusieurs paramètres déjà suivis • Impliquer les acteurs de la recherche, notamment l'ISRA, l'AFF et valoriser les nombreuses études/cartographies déjà réalisées • Eviter le double comptage • Impliquer les collectivités locales pour capter les initiatives locales en cours et à venir • Impliquer le MEPC, en particulier le DGPPE • Revoir les indicateurs avec les exigences du logiciel ABC pour éviter les gaps d'informations • Foresterie urbaine : évaluer le potentiel des forêts urbaines à l'aide notamment de travaux spécifiques conduits par des étudiants chercheurs • Evaluer les arbres hors forêts
Stratégie de mise en œuvre et de financement de la CDN-foresterie	<p>1. Objectif : Elaborer le document de stratégie de financement et de mise en œuvre de la CDN du secteur de la foresterie</p> <p>2. Mandats : i) faire un diagnostic sommaire du secteur de la foresterie ; ii) proposer des approches d'appropriation des stratégies à mettre en œuvre par les acteurs ; iii) élaborer le document de stratégie de mise en œuvre et de financement de la CDN foresterie avec un plan d'action budgétisé</p> <p>3. Méthodologie : Idem étude cartographie</p> <p>4. Outils : Idem étude cartographie</p> <p>5. Chronogramme/durée étude : Idem étude cartographie</p> <p>Membres du Comité restreint de suivi : DEFCCS, DEEC, COMNACC, DIAPOL-CE,</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte les divers types de financement : le financement domestique, le financement issu des partenaires bilatéraux et multilatéraux, le marché du carbone qui est une source de financement attractive • Organiser un atelier de renforcement des capacités sur la finance climatique • Indiquer les projets existants et examiner les budgets pour établir ce qui est maîtrisé en inconditionnel et examiner les opportunités de nouveaux projets à réaliser dans l'inconditionnel et le conditionnel

	CONTENU CLÉ	RECOMMANDATIONS FORMULÉES
		<ul style="list-style-type: none"> Réaliser la situation des financements sur la période 2000 à 2022
Elaboration stratégie de lutte et de gestion des feux de brousse	<p>1. Contexte : persistance des feux de brousse particulièrement dans les zones nord, sud et sud est</p> <p>2. Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> OS1 : Cartographier les initiatives en matière de mise en œuvre de la CDN Foresterie dans les régions de Ziguinchor et Sédhiou OS2 : Faire un état des lieux de la problématique de la gestion des feux de brousse dans la région de Sédhiou OS3 : Etudier en profondeur les facteurs liés à la récurrence des feux de brousse dans la zone ; OS4 : Evaluer l'approche actuelle de gestion de ces feux de brousse et les acteurs impliqués et dégager les insuffisances et les bonnes pratiques à renforcer ; OS5 : Analyser la dimension genre dans la gestion des feux de brousse et évaluer le degré d'implication des femmes dans les comités de gestion des feux de brousse ; OS6 : Elaborer une stratégie/plan d'action souple, efficace et adaptée aux réalités socioéconomiques locales et sensible aux impacts environnementaux pour une meilleure circonscription de la question des feux de brousse et une appropriation réussie par les acteurs ; OS7 : Organiser deux ateliers pour la discussion et restitution de la stratégie OS8 : Evaluer les besoins en renforcement de capacités des parties prenantes à la gestion des feux de brousse 	<ul style="list-style-type: none"> Tirer les leçons apprises des expériences menées par le passé, par exemple le PPFS marqué par un dispositif lourd et pas forcément efficace et privilégier l'approche participative Etudier le climat comme facteur de propagation des feux de brousse Etudier les effets positifs de feux de brousse sur le développement d'espèces propices à la fourniture de carbone Utiliser la thèse unique de doctorat réalisée sur les feux de brousse au Sénégal Mettre en exergue les causes de feux de brousse Examiner le financement de la lutte contre les feux de brousse par les populations locales à travers la taxe sur les véhicules Réaliser des études spécifiques sur les pertes et impacts des feux de brousse sur l'économie Réaliser une stratégie nationale de gestion des feux de brousse Considérer l'historique sur les effectifs brûlés S'inspirer des expériences des autres secteurs, par exemple le Ministère de l'Elevage qui dispose d'un budget dédié à la gestion des feux de brousse Pour mesurer les conséquences des feux de brousse sur l'écosystème, il est nécessaire de réaliser une cartographie avec des image à haute résolution pour avoir des données fiables

	CONTENU CLÉ	RECOMMANDATIONS FORMULÉES
	<ul style="list-style-type: none"> • OS9 : Identifier les sources de financement potentielles et les moyens mobilisés au niveau local pour la lutte et la gestion des feux de brousse • OS10 : Proposer des idées de projets pour une gestion concertée durable des feux en tenant compte des spécificités locales • OS11 : Elaborer un rapport de mission qui sera soumis à la validation de toutes les parties prenantes <p>3. Méthodologie : combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives, utilisations de divers outils de collecte et d'analyse de données, analyse diagnostique des initiatives, bonnes pratiques, forces, faiblesses, gaps à combler, moyens à mobiliser,</p> <p>4. Chronogramme : six mois, d'avril à septembre 2022</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer les parlementaires pour le plaidoyer sur la lutte contre les feux de brousse • Préciser l'échantillon de l'étude (zones où les feux sont plus fréquents).

IV. Messages de clôture

Les messages de clôture ont été prononcés respectivement par la responsable de DIAPOL-CE basée à Dakar et le directeur adjoint de la DEFCCS.

La représentante de DIAPOL-CE s'est réjouie des travaux et discussions forts enrichissants qui attestent de la disponibilité au Sénégal d'une expertise de haut niveau à mobiliser pour l'atteinte des ambitieux objectifs visés par les études qui vont être menées. Elle a indiqué que le but ultime c'est l'opérationnalisation de la CDN foresterie pour contribuer à rendre plus résilient le secteur de la foresterie et en faire un pilier de l'économie nationale.

Le directeur adjoint de la DEFCCS a quant à lui réitéré ses remerciements aux différentes parties prenantes ayant pris part aux discussions et d'une façon remarquable et active. Il a rappelé que la foresterie est un secteur prioritaire pour les populations, ce qui justifie qu'il figure en bonne place dans le PSE Vert.

Pour terminer, il a exhorté au maintien d'une approche inclusive et participative pour la réalisation des différentes études tel qu'amorcé par l'atelier de partage des notes d'orientation méthodologique. A cet effet, il a recommandé l'implication des acteurs à la base, notamment les gouverneurs et autres acteurs du développement territorial à travers l'organisation de rencontres décentralisées. Enfin il a indiqué que les travaux engagés participent de la volonté de léguer aux générations future un environnement propice à leur développement et épanouissement.